

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)
MARCHE N°2026-01**

**FOURNITURE D'EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE POUR
VETAGRO SUP**

Accord-cadre s'exécutant par marchés subséquents, passé en appel d'offres ouvert, pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2029.

Représentante du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de VetAgro Sup, Mireille BOSSY, nommée par décret du Président de la République en date du 22 novembre 2021.

Le présent cahier des charges comporte 11 pages

Campus vétérinaire
1, Avenue Bourgelat
69280 Marcy l'Etoile
Tél : 04 78 87 25 25

Tél : 04 73 98 13 86 / 04 78 87 27 41

Campus agronomique
89, Avenue de l'Europe
63370 Lempdes
Tél : 04 73 98 13 13

Mail : marches@vetagro-sup.fr

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES	3
1ère partie : dispositions générales.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	3
ARTICLE 2 – PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE.....	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 – DUREE	3
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES	4
ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS	4
ARTICLE 8 – MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L’ACCORD-CADRE POUR L’ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	4
ARTICLE 9 – FONCTIONNEMENT DE L’ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 10– LITIGES ET CONTESTATIONS	5
ARTICLE 11– CONFIDENTIALITE ET DISCRETION	5
ARTICLE 12– REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	6
ARTICLE 13 – BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE.....	6
ARTICLE 14 – ASSURANCES	6
ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE	7
2nde partie : dispositions applicables aux marchés subséquents	7
ARTICLE 16 – COMMANDES.....	7
ARTICLE 17– DELAIS D’EXECUTION	7
ARTICLE 18 – PENALITES	7
Article 19 – EMBALLAGE, TRANSPORT ET LIVRAISONS.....	8
Article 20 – VERIFICATIONS ET CONSTATATION DE L’ADMISSION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 21 – GARANTIE ET SERVICE APRES VENTE	8
ARTICLE 22- PRIX.....	8
ARTICLE 23– FACTURATION	9
ARTICLE 24– REGLEMENT	9
ARTICLE 25– AVANCE FORFAITAIRE	9
ARTICLE 26– DEROGATIONS AU C.C.A.G-F.C.S. EN VIGUEUR	9
CAHIER DES CHARGES techniques	10
ARTICLE 27 – EXEMPLES DE MATERIELS POUVANT ETRE ACQUIS DURANT LA DUREE DU MARCHÉ.....	10

CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES

1ERE PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'équipements généraux de laboratoire tels que: agitateurs, centrifugeuses réfrigérées ou non, étuves, bain-marie, pipettes, étuves, balances de précision, microscopes monoculaires ou binoculaires, matériels de froid médical (réfrigérateurs, congélateurs, y compris -80°C), armoires de sécurité, hottes, PSM...

Les matériels plus importants et/ou plus spécialisés feront l'objet de marchés spécifiques. Il est également à noter que VetAgro Sup dispose par ailleurs d'un marché pour les produits et consommables de laboratoires, qui ne font donc pas partie de ce marché. Enfin, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer commande via l'UGAP.

Ces équipements sont destinés aux deux sites de VetAgro Sup :

- campus agronomique de Clermont-Ferrand (89 avenue de l'Europe 63 370 Lempdes)
- campus vétérinaire de Lyon (1 avenue Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile).

Le campus vétérinaire est le siège de multiples activités de formation et de recherche dont certaines sont visées par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2 – PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE

VetAgro Sup 1 avenue Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile

Pouvoir adjudicateur : Mme la Directrice générale de VetAgro Sup.

Comptable assignataire : M. l'Agent Comptable.

ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé au terme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de fournitures, qui se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021), C.C.A.G.-F.C.S.

Il n'est pas divisé en lots.

Il s'agit d'un accord-cadre multi attributaires s'exécutant par marchés subséquents, en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-7 à R2162-10 du code de la commande publique. **Il sera attribué à au minimum 3 titulaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières) et au maximum 6.**

L'accord cadre sera conclu sans minimum et avec un maximum de 600 000€ HT (double de l'estimation).

ARTICLE 5 – DUREE

Article 5.1 durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu à compter du 1^{er} janvier 2026 ou à compter de sa notification si la date est postérieure, jusqu'au 31 décembre 2029. Le marché sera résilié si le maximum est atteint.

Article 5.2 durée des marchés subséquents

Chaque marché sera conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à la fin de la garantie du matériel acquis.

ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

L'exemplaire de l'acte d'engagement et ses annexes et celui du C.C.P. conservés dans les archives de l'administration font seul foi.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS

Pour le pouvoir adjudicateur :

Les responsables des services, ou toute personne qualifiée et habilitée, sous couvert de l'autorité du représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour le titulaire :

Dans son mémoire technique, le titulaire fournit le nom et les coordonnées complètes :

- D'un interlocuteur(trice) chargé du suivi du marché
- D'un interlocuteur(trice) technico-commercial(e) destinataire des remises en concurrence
- Des services et des équipes chargées d'exécuter la prestation (prise de commande, facturation...).

ARTICLE 8 – MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

A chaque besoin, le pouvoir adjudicateur effectuera une remise en concurrence selon les modalités suivantes:

- Envoi à l'ensemble des titulaires d'une demande de devis valant règlement de la consultation ; ils disposeront au minimum de cinq jours ouvrés pour rendre leur offre de prix ;
- Les offres seront jugées sur les critères suivants : prix : 70% (du matériel et, s'il y a lieu, du contrat de maintenance s'il est demandé); valeur technique de l'offre : 30% (notamment adéquation de l'offre aux besoins exprimés, qualité du matériel, délais et conditions de livraison, durée de garantie, qualité du SAV...), **sauf mention contraire dans la demande de devis, lequel précise alors les critères applicables à la remise en concurrence;**
- Une notification sera adressée au titulaire du marché subséquent et à ceux qui n'auront pas été retenus ;
- Un bon de commande valant acte d'engagement sera adressé au titulaire du marché subséquent.

Cette procédure étant entièrement réalisée par mail, les titulaires devront désigner une adresse électronique de référence.

Aucun minimum de commande n'est assuré à aucun des titulaires.

ARTICLE 9 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Article 9.1 Exclusivité des titulaires

Hormis le recours à l'UGAP, les titulaires de l'accord-cadre disposent d'une exclusivité sur tous les marchés subséquents du présent accord-cadre et ce, pendant toute sa durée. VetAgro Sup s'engage donc à consulter l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre dans les conditions de stricte égalité et à observer la parfaite confidentialité des offres.

Toutefois VetAgro Sup se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des marchés pour lesquels les candidats ne respecteraient pas leurs engagements contractuels : absence de réponse, non-respect de l'offre initiale, offres irrégulières, inacceptables ou non conformes.

Rappel de vocabulaire : articles L2152-2 à 4 du Code de la commande publique

« Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation. »

Article 9.2 Obligation de répondre aux sollicitations du pouvoir adjudicateur

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent, pour toute sa durée, à répondre aux sollicitations de VetAgro Sup pour la conclusion des marchés subséquents.

En cas de non réponse, les titulaires doivent motiver leur absence d'offre. La réalité de la motivation sera appréciée par le représentant de VetAgro Sup.

Article 9.3 Cas d'exclusion d'un titulaire de l'accord-cadre

VetAgro Sup peut décider d'exclure de l'accord-cadre un de ses titulaires, qui ne sera donc plus autorisé à participer aux remises en concurrence annuelles, notamment dans les cas suivants :

- absence répétée et non justifiée d'offre lors des remises en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents ;
- défaillance grave du titulaire d'un marché subséquent dans l'exécution de celui-ci, entraînant des dysfonctionnements dans le fonctionnement de VetAgro Sup (notamment problèmes d'approvisionnement, du service après-vente...).

Cette résiliation pour faute du titulaire ne donnera pas lieu à indemnisation.

ARTICLE 10– LITIGES ET CONTESTATIONS

Il sera fait application de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. en cas de litige survenu entre le fournisseur et l'Établissement.

Les contestations, litiges et différends qui pourraient survenir entre l'administration et le titulaire du marché ne pourront être invoqués comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable. La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lyon - 184, Rue Duguesclin 69003 Lyon – Tél : 04.78.14.10.10.

ARTICLE 11– CONFIDENTIALITE ET DISCRETION

1) Les fournisseurs qui ont eu, soit avant la passation d'un marché, soit au cours de son exécution, communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Les renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à qui que ce soit, en dehors des personnes ayant qualité pour les connaître.

Tout titulaire de marché est tenu, en outre, de considérer comme confidentiels tous les renseignements qu'il peut recueillir en raison de sa situation de fournisseur.

2) Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement de la manière indiquée à l'article 41.1 alinéa j) du Cahier des Clauses Administratives Générales prévoyant la résiliation du marché aux torts du titulaire sans indemnités.

ARTICLE 12– REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Conformément à l'article 5.2 du C.C.A.G-F.C.S., les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

ARTICLE 13 – BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

En application de la circulaire n°6245-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, le titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L229-25 du Code de l'environnement, est tenu de communiquer à VetAgro Sup son bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ainsi que le plan de transition pour réduire ses émissions dans un délai de trois mois à compter de la notification du marché. Si le BEGES communiqué à la notification arrive à échéance en cours d'exécution du marché, le titulaire doit communiquer son nouveau BEGES (et le plan de transition associé) au plus tard 3 mois après la date d'expiration du précédent. Des pénalités peuvent être appliquées en cas de retard dans la transmission de ces documents (article 10.3 du présent C.C.P.).

Conformément à l'article L229-25 du Code de l'environnement et à l'article 1 de l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, cette communication doit s'effectuer sur le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>). Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le titulaire de l'accord-cadre fournit chaque début année et à chaque modification du contrat de police d'assurance, une attestation de la compagnie attestant qu'il dispose d'une couverture responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations du titulaire.

ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE

Les sous-traitants et co-traitants auxquels il serait fait appel dans le cadre de l'exécution du présent marché sont entre autres soumis aux mêmes obligations que l'entreprise répondant au principal, telles que fixées dans ce document, au C.C.A.G.-F.C.S., et au Code de la commande publique.

Le titulaire déclare obligatoirement les co-traitants et sous-traitants auxquels il a recours.

2^{NDE} PARTIE : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 16 – COMMANDES

Le bon de commande adressé au titulaire retenu du marché subséquent suite à la remise en concurrence vaut acte d'engagement dudit marché subséquent.

Il est notifié au fournisseur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les bons de commande mentionnent :

- Le nom et l'adresse du titulaire du marché ;
- Le nom du campus et le service émetteur du bon de commande et de la personne suivant cette affaire ;
- La référence du bon de commande (n° EJ) et le code service Chorus Pro;
- La désignation des fournitures;
- Les quantités commandées ;
- Les prix unitaires ;
- Le délai d'exécution ;

Si cela n'a pas été fait en aval lors de la mise au point de la commande, le fournisseur confirme à VetAgro Sup la prise en compte et le traitement de la commande ainsi que le délai d'exécution.

ARTICLE 17– DELAIS D'EXECUTION

Le titulaire met en œuvre l'intégralité de la commande dans le délai qu'il aura indiqué à VetAgro Sup dans son devis ou lors de la confirmation de prise en compte de la commande (article 16).

S'il n'est pas en mesure de tenir ce délai, le titulaire en informe VetAgro Sup.

En cas de dépassement du délai d'exécution, VetAgro Sup peut, après mise en demeure du titulaire, peut résilier la commande et, à titre dérogatoire et afin de ne pas nuire au fonctionnement de l'établissement, traiter avec un autre fournisseur qui satisferait aux délais impartis.

ARTICLE 18 – PENALITES

Article 18-1 Pénalités pour retard

Passé les délais de l'article 17, le titulaire s'expose à des pénalités pour retard, courant jusqu'à exécution de la prestation et calculées selon la formule :

$$P = V \times R$$

100

P = Montant de la pénalité

V = Valeur de la fourniture

R = Nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Article 18-2 pénalités pour immobilisation du matériel durant la période de garantie

Au-delà de 15 jours d'immobilisation d'un matériel sous garantie du fait d'une panne signalée au titulaire et non réparée, une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

Article 18-3 pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail

Le montant des pénalités encourues par le titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, est fixé à 5 % du montant total du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Article 18-4 – Pénalités pour non-respect de l'obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé

Si le titulaire est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, il lui sera appliqué une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard jusqu'à transmission des documents (BEGES et plan de transition). Cette pénalité commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à compter du jour qui suit le jour de remise du document demandé.

ARTICLE 19 – EMBALLAGE, TRANSPORT ET LIVRAISONS

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est responsable des opérations de conditionnement, d'emballage et de transport des marchandises. Les fournitures fragiles sont livrées dans un emballage adapté. Il pourra être demandé au titulaire l'évacuation des emballages (cartons, plastiques...). Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux de VetAgro Sup et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

Les matériels sont livrés auprès du service ayant passé commande, dans le lieu indiqué par lui. Elles sont obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison comportant les mentions citées à l'article 21.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Chaque commande devra être livrée en une seule fois, sauf en cas de rupture de stock d'un produit ou si VetAgro Sup demande la livraison immédiate des produits en stock et une livraison différée pour les produits non disponibles.

ARTICLE 20 – VERIFICATIONS ET CONSTATATION DE L'ADMISSION DES PRESTATIONS

Conformément au chapitre 5 du C.C.A.G.-F.C.S., les vérifications qualitative et quantitative sont effectuées par le représentant de VetAgro Sup, qui peut se faire assister par tout spécialiste de son choix. Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours à compter de la date de livraison. Passé ce délai, l'admission est réputée acquise.

ARTICLE 21 – GARANTIE ET SERVICE APRES VENTE

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le fournisseur assure un service après-vente en cas de dysfonctionnements des matériels tant durant la période de garantie qu'au-delà de celle-ci.

Au principal, le dysfonctionnement est constaté sur place par le titulaire. Les deux parties peuvent toutefois convenir de la réexpédition de l'article pour expertise.

Le fournisseur dispose d'un délai global de 15 jours francs et calendaires à compter de la demande de mise en œuvre du SAV pour remédier à la situation afin que VetAgro Sup dispose de matériels en état de marche, soit par réparation, soit par remplacement.

Durant la période de garantie, les frais liés aux déplacements, ainsi qu'aux transports, à l'enlèvement, au remplacement et /ou à la réparation sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 22- PRIX

Le marché est traité en euros à prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, à la livraison, à l'évacuation des emballages et à la garantie.

Les tarifs applicables sont ceux indiqués dans le devis du fournisseur dont l'offre a été retenue à l'issue de la remise en concurrence.

ARTICLE 23– FACTURATION

Le titulaire établit une facture spécifique à chaque bon de commande correspondant à un marché subséquent.

Les factures, sous format électronique, sont libellées en euros et déposées sur le portail Chorus Pro. Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- l'intitulé et le numéro du marché;
- le n° d'EJ et le code service;
- le montant HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC;
- la date de facturation.

Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) est joint lors de la première opération puis à chaque modification des coordonnées bancaires ou de la raison sociale du titulaire.

ARTICLE 24– REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, une fois que le « service fait » a été validé (constatation de la conformité de l'exécution de la prestation).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Directrice Générale de VetAgro Sup.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent comptable de VetAgro Sup.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est la Directrice Générale ou le Secrétaire Général de VetAgro Sup.

ARTICLE 25– AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés. L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance.

ARTICLE 26– DEROGATIONS AU C.C.A.G-F.C.S. EN VIGUEUR

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) qui divergent de celles énoncées au C.C.A.G-F.C.S., se substituent à ces dernières :

L'article 9.3 complète le chapitre 7 (ajout de cas de résiliation pour faute du titulaire).

L'article 18.1 déroge aux articles 14.1.1 (calcul des pénalités pour retard) et 14.1.3 (absence d'exonération des pénalités en deçà de 1000€ HT).

Les articles 18.2, 18.3 et 18.4 complètent l'article 14 (ajout de pénalités pour immobilisation du matériel durant la période de garantie, non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail et pour non-respect de l'obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé).

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

ARTICLE 27 – EXEMPLES DE MATERIELS POUVANT ETRE ACQUIS DURANT LA DUREE DU MARCHÉ

Le volume financier annuel moyen des achats, tous titulaires confondus, est d'environ 60 000€ HT par an (attention, ce montant ne constitue pas un engagement pour les années à venir).

A titre d'exemple, le candidat devra chiffrer la fourniture des matériels ci-dessous (en joignant le descriptif technique du produit).

ATTENTION : le chiffrage des matériels listés ci-dessous doit permettre la sélection des attributaires de l'accord-cadre; il ne s'agit pas d'engagement d'achat de la part de VetAgro Sup.

Les offres ne proposant pas au minimum 9 produits (les lots comptent pour un seul produit) conformes au cahier des charges sur les 11 ci-dessous ne seront pas recevables.

les marques citées s'entendent toujours suivi de la mention « ou équivalent » et leur mention ne vise qu'à préciser le besoin.

La livraison en étage est toujours à inclure. Le candidat chiffrera également les prestations complémentaires si demandé dans le descriptif : installation/mise en service, certificat d'étalonnage...

- Lot de 10 stéréomicroscopes de type Motic ST36C 6LED sans fil ; tête binoculaire inclinée à 45° avec rotation à 360° ; oculaires WF10x/20mm ; grossissement 2X, 4X ; statif éclairage LED épiscopique et diascopique rechargeable
- Bain-marie: capacité d'environ 4/5 litres ; gamme de température : ambiance à +99°C; avec affichage digital et contrôle digital de la température; avec couvercle
- Incubateur à convection naturelle, capacité environ 160 litres type Memmert IN160 ; gamme de températures jusqu'à 80°C ; cuve acier inoxydable ; avec passage sonde 23mm position standard ; livré avec 8 grilles
- Lot de 3 réfrigérateurs de laboratoire avec livraison groupée à l'étage + **installation**:
 - ✓ 1 combiné réfrigérateur /congélateur type Liebherr SCFVH4002 : 2 portes ; environ 270 litres pour le réfrigérateur et 110 litres pour le congélateur ; plages de températures : de -9 à -30°C et de +3°C à +16°C ; réfrigérateur : 4 étagères ; congélateur : 3 tiroirs; froid ventilé ; dégivrage automatique
 - ✓ 1 réfrigérateur type Liebherr SRFVG5501 : environ 550 litres ; +3°C à +16°C, 4 étagères
 - ✓ 1 réfrigérateur sous paillasse : environ 140 litres, +3°C à +16°C, avec 3 étagères
- Congélateur -80°C type Eppendorf CryoCube F570 : volume environ 550 litres, avec 5 compartiments et portes intérieures, attente pour enregistreur de données ; **installation et mise en service incluses**
- Homogénéisateur à billes type Omni Bead Ruptor Elite, programmable, livré avec un couvercle de sécurité verrouillable et avec deux plateaux : 1 pour 12 tubes 15ml avec plaque de maintien et 1 pour 24 tubes de 2ml avec jupes
- Armoire de stockage de sécurité type Asecos Phoenix -90 résistante au feu 90 minutes (norme DIN EN 16121/16122) avec deux compartiments séparés verticalement (produits inflammables : 3 étagères+1 bac de rétention/produits chimiques : 2 *2 étagères coulissantes); dimensions indicatives : (P L H) 600*1200*2000mm ; pieds réglables; corps tôle acier thermoplaquée, portes triple charnière, verrouillables par verrou cylindrique ; avec caisson de filtration intégré
- Balance de précision: portée maximale 4000 à 6000g, précision 0,01g ; échelon d'homologation souhaité e=0.01; avec système de calibrage automatique ; livré avec bloc d'alimentation ; le devis intégrera l'**établissement du certificat d'étalonnage**
- Centrifugeuse réfrigérée de paillasse type Eppendorf 5418R : capacité minimale de 18 micro tubes 1,5ml/2ml ; vitesse : au moins 14 000 rpm ; accélération RCF: au moins 15 000g ; pourvu d'une minuterie ; livrée avec un rotor étanche

- Lot de pipettes électroniques type Finnpipette F2 monocanal : 2 pièces de 20-200 µl et 2 pièces de 100-1000 µl ; volume variable ; autoclavable
- PSM de type II type Airstream AC2 : conforme norme EN12469 ; usage : pesée de matrices alimentaires avec précision ; largeur indicative : 1200mm ; filtres HEPA H14; vitre frontale inclinée et coulissante; parois latérales transparentes ; 2 prises électriques et 1 lampe UV ; plan de travail sécable et en inox; avec repose-bras ; piétement ergonomique standard ; régulation automatique et alarme de dysfonctionnement ; le devis devra comprendre la décontamination, le forfait mise en service et contrôle initial (norme EN 12469).